



Amiens, le 16 décembre 2013.

Ouverture de la semaine budgétaire

Intervention de Michel GUINIOT Au nom du groupe Front National

Monsieur le Président, Monsieur le Président du CESER, mes Chers Collègues

1914-2014, la Picardie et la France vont commémorer le centenaire de la 1ère guerre mondiale.

2004-2014, la Picardie et les picards vont commémorer l'arrivée de la gauche à la gouvernance de la Picardie.

Arrivée de la gauche au pouvoir grâce, il ne faut pas l'oublier, à l'UMP qui a préféré en 2004 vous donner la région plutôt que d'envisager un accord avec une force politique républicaine et démocratique représentant 25% des électeurs picards.

Mais c'est vrai que 6 ans auparavant ils avaient tout fait pour offrir à leurs amis communistes la Picardie sur un plateau.

10 Ans déjà Monsieur le Président que vous occupez ce fauteuil, vous avez vieilli et durant ce temps les picards se sont appauvris, l'économie a bien faibli, le chômage et la fiscalité ont excessivement grossi et la Picardie a bien déperî !

Nous avons tout vu au cours de ces 10 années dans cette assemblée, du camarade Gremetz, votre allié d'un soir, qui vous a trainé au tribunal après avoir été trahi par ses propres amis en passant par des courriers d'un vice président vert annonçant la faillite de notre collectivité et qui arrivent par erreur dans la boîte aux lettres de l'UMP.

Que d'anecdotes succulentes avons-nous vécues durant ces 10 années !

En 2004, vous prétendiez comme votre ami François Hollande en 2012, vouloir répondre aux espoirs des français mais comme le disait Alfred de Musset "tout s'en va comme la fumée l'espérance et la renommée".

Nous voici donc à l'ouverture de cette semaine budgétaire qui verra, n'en doutons pas, le vote de votre budget puisque vous avez cadencé les plus turbulents de vos alliés qui sont fermement priés de voter votre budget en leur permettant tout de même de chanter les louanges du PS et du père Fouettard qui préside cette assemblée.

Comment ne pas évoquer, dès aujourd'hui, l'affaire du canal Seine Nord Europe qui a défrayé la chronique il y a quelques jours.

Comme on pouvait aisément s'en douter en cette période électorale, le rapport du député Rémy Pauvros, écrit à l'eau de rose et au conditionnel, va permettre au gouvernement socialiste mais aussi aux collectivités locales concernées de prolonger le feuilleton consacré à cette véritable arlésienne de l'aménagement du territoire, lancée par N. Sarkozy en avril 2011.

Le rapport indique que le coût du canal Seine Nord serait ramené de 7 milliards d'euros à 4,7 milliards d'euros hors taxe (pourquoi d'ailleurs, ne pas donner le chiffre TTC !) et ne ressemblerait plus en rien à la 8^{ème} merveille du monde, promise depuis 1993.

La construction des quatre plateformes multimodales n'est plus d'actualité, sauf celle de Marquion, dans le Nord-Pas-de-Calais et celle de Nesle dans la Somme. Celle de Noyon est abandonnée.

Le financement de ces plates-formes relèvera maintenant des compétences et des initiatives régionales ce qui implique que les Conseils régionaux et généraux et les Communautés de communes mettent fortement la main à la poche en ces temps de réductions budgétaires ! On attend que vous nous expliquiez comment vous allez faire.

Rien n'est donc positif dans ce rapport qui n'apporte pas grand-chose, hormis les nouvelles et coûteuses études complémentaires qui seront encore payées par le contribuable !

Les propositions du député maire de Maubeuge de démarrer en 2015 pour finir à l'horizon 2023, si tout va bien, sont soumises aux décisions du gouvernement et surtout au financement total du projet déjà vieux de 20 ans !

Ce rapport, en tous cas, va vous permettre de continuer à faire croire à la création de milliers d'emplois pour les chômeurs Picards.

Avant les élections c'est toujours bon !

Autres sujets qui préoccupent nos concitoyens : la fiscalité, l'emploi et la pauvreté. Afin de les aider à moins dépenser, vous avez, par la fiscalité, vidé leur porte-monnaie.

En 2012, grâce aux décisions prises par Fillion et ensuite Ayrault les prélèvements obligatoires ont augmenté de 22 milliards d'euros.

En 2013, ces prélèvements obligatoires s'élèveront environ à 24 milliards d'euros !

Après la création de 84 nouvelles taxes, c'est la TVA qui au 1er janvier va encore appauvrir le citoyen consommateur, sans oublier l'augmentation mécanique de l'impôt sur le revenu grâce au coup de rabot sur le quotient familial, véritable coup de Jarnac pour 8 millions de foyers.

Le taux de prélèvements obligatoires devrait atteindre 46,1% du PIB. Taux record jamais atteint ! François réveille-toi, les socialistes sont devenus fous !!!

Après les augmentations de 2013 :

- Electricité : +2,4%
- Gaz : +2,5% (après 12% d'augmentation en 2011)
- Prix de la course de taxi : +2,6%
- RATP : +2,4%
- SNCF : +1,9%
- Augmentation du malus écologique pour les véhicules
- Augmentation du prix des timbres (passant de 0,60 à 0,63 €)
- Augmentation de 6€ de la redevance audiovisuelle
- Augmentation du prix des assurances de 2 à 7%
- Augmentation des mutuelles " santé " de 3,5%
- Augmentation de 160% des taxes sur la bière
- Augmentation de 2,29% des péages autoroutiers
- Augmentation de 4,5% du prix du paquet de cigarettes
- Augmentation de 0,15% sur les retraites alors que leur revalorisation est inférieure à l'inflation
- Taxe sur l'huile de palme (Nutella)

Il y aura celles de 2014 :

- Augmentation de 3% du prix des transports en région parisienne
- Augmentation de 20 centimes d'euro du paquet de cigarettes
- Augmentation des assurances auto jusqu'à 2,8%
- Augmentation des assurances habitation de 2,5% à 5%
- Augmentation des cotisations vieillesse de 0,20 point pour les indépendants, 0,15 point pour les salariés et 0,06 point pour les fonctionnaires
- Hausse des taux de TVA
- Augmentation des prélèvements obligatoires
- Création d'une taxe sur les boissons énergisantes
- Augmentation de 4% sur les tarifs de la SNCF
- Augmentation de 5% de l'électricité
- Augmentations des impôts sur les revenus pour les personnes profitant de dispositifs fiscalement aidés, comme l'investissement locatif, la garde d'enfants, l'emploi salarié à domicile...
- Augmentation de l'impôt sur les revenus grâce à la baisse du quotient familial
- Alignement de l'imposition des revenus du capital sur celle du travail
- Suppression de la réduction d'impôt pour les frais de scolarité
- Augmentation des taxes sur l'épargne

Et dire que l'autre François, celui d'aujourd'hui, avait promis la baisse des factures de gaz et d'électricité et de rendre la fiscalité favorable aux classes moyennes et populaires.

Il a dû, lui aussi, lire Marat lorsque celui-ci disait "pour enchaîner le peuple, on commence par l'endormir".

Quant à l'emploi, la priorité prioritaire des priorités ici en Picardie, mais aussi au niveau national, on ne voit strictement aucune amélioration.

Statistiques de l'emploi:

Alors que 900.000 emplois industriels ont été supprimés en 12 ans, 14.600 emplois industriels ont été supprimés sur les 3 derniers mois.

Au cours du 3^{ème} trimestre 2013, 15.600 postes supprimés dans le secteur marchand et 132.500 sur un an.

Dans le secteur de la construction 6.700 postes ont été supprimés au 3^{ème} trimestre et une chose est certaine, l'augmentation de la TVA au 1^{er} janvier va encore détériorer la situation de ce secteur.

En Picardie, sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de plus 4,6%.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C est 167.263 à la fin du mois d'octobre.

Si le nombre d'entrées à Pôle emploi en catégorie ABC diminue sur un an de 4,6%, le nombre de sorties de ces mêmes catégories lui augmente de 6% sur un an. Cette augmentation est due à celles enregistrées pour radiation administrative (+17,8%), pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (+9,6%) et pour arrêt de recherche (+4,3%). Les sorties dues à une entrée en stage ou au motif « autre cas » diminuent respectivement de -4,9% et de -4,3%.

Ce qui explique le tour de magie de la fausse baisse du chômage !

Mais où sont donc les commissaires à la ré-industrialisation nommés par Sarkozy en avril 2009, les commissaires en redressement productif nommés par Montebourg pour amuser la galerie ?

Qu'ont-ils fait ces bouffons de la République UMPS, hormis être grassement payés sur le dos du peuple ?

Qu'ils rendent donc leur tablier et l'argent qu'ils ont touché !

Pire encore, souvenons-nous que le 15 octobre dernier le camarade F. Chérèque, brillant syndicaliste de la CFDT, recyclé et nommé par J-M. Ayrault, inspecteur général des affaires sociales, est venu à Amiens pour faire l'état des lieux de la pauvreté en Picardie. Pour quel résultat ?

C'est vrai qu'avec un salaire mensuel de 7.257,55 € net, il doit savoir ce qu'est la pauvreté !

Il a tellement bien réussi à combattre la pauvreté, qu'il va maintenant succéder, à la tête de l'Agence du service Civique, au multiscarpe des ministères de Kouchener, d'Aubry et de Fillon : Martin Hirsch.

Qui lui vient d'être nommé Directeur Général de l'Assistance Publique des hôpitaux de Paris.

C'est encore un bel exemple de la République Hollandaise des copains.

Notre région était classée par l'INSEE en 2012, au 7^{ème} rang des régions les plus pauvres. En 2013, c'est encore mieux nous sommes en 6^{ème} position. Encore un effort et nous serons en tête !

L'observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale indique que c'est dans les zones rurales de Picardie que le taux la pauvreté est un des plus importants de France.

Alors nous allons voir si votre budget primitif va prendre une autre direction, bonne pour les Picards et la Picardie.

Vous nous dites souvent que vous savez où vous vous allez.

Emile Zola disait : « savoir où l'on veut aller c'est bien, mais il faut encore montrer qu'on y va ».

Malheureusement, une fois de plus, je ne pense pas que ce soit le cas !